

De faux certificats de
contrôle des véhicules :
Le PDG de Nissan pris en
flagrant délit de tricherie

l'étincelle

Après avoir fermé Rueil,
Renault envoie 1000
salariés à Vélizy faute de
place au Technocentre !

Technocentre Renault Guyancourt pour la construction d'un parti  des travailleurs communiste révolutionnaire mardi 24 octobre 2017

Lever l'omerta partout... y compris au travail

Interpellé sur l'affaire Harvey Weinstein le 15 octobre sur TF1, Macron a versé une larme de circonstance sur les violences subies par les femmes au quotidien. Dans un élan de courage politique, il s'apprête... à retirer à Weinstein sa légion d'honneur. Tremblez violeurs de par le monde ! Sûr qu'avec des protecteurs comme Macron, les violences faites aux femmes ne risquent pas de s'arrêter.

Des violences sexistes dans toutes les couches sociales

Mis au pied du mur, Macron a promis une loi sur le harcèlement sexuel pour 2018. Au passage, il en a profité pour faire passer la pilule de la création d'une « police de la sécurité du quotidien », pourtant dans les cartons depuis longtemps. Mais qui peut croire qu'il sera mis un coup d'arrêt au harcèlement de rue grâce à plus de policiers dans le métro ? Quand bien même il serait possible de saisir « l'outrage sexiste » en flagrant délit – peu de chances –, que fera cette police qui, aujourd'hui, refuse si souvent de prendre les plaintes de victimes de viols ?

Comme par hasard, pour Macron, c'est dans « les quartiers les plus difficiles », que se passerait l'essentiel du harcèlement. C'est faux ! S'il y en a là comme partout, le multimillionnaire Harvey Weinstein ne sévit pas, qu'on sache, dans les ghettos pauvres de Los Angeles ! L'actualité récente et toutes les études montrent en réalité que harcèlement et violences sexuelles ont lieu dans tous les milieux. C'est instrumentaliser ce malaise quotidien des femmes que de l'utiliser comme prétexte à des fins sécuritaires et racistes pour renforcer les contrôles au faciès et les interpellations.

Le monde macho du travail

Macron s'est gardé de pointer du doigt le fait que 25 % des agressions sexuelles ont aujourd'hui lieu au travail : une femme sur cinq est victime de harcèlement au cours de sa vie professionnelle. Là aussi, suite à l'affaire Weinstein et le fil twitter #MeToo (« Moi aussi »), la parole s'est libérée, en tout cas sur les réseaux sociaux. Jusqu'en France, avec #BalanceTonPorc. Un remarquable retour à

l'envoyeur, balancé comme un direct du droit, où des femmes racontent les violences et le harcèlement sexuels au travail, commis en général par un chef ou un patron. Et c'est au quotidien qu'elles ont à se défendre des mots obscènes, des mains aux fesses, des agressions... et ce face à la hiérarchie, à la menace de représailles ou de la perte de leur emploi.

Quelle hypocrisie de la part du gouvernement, qui part soi-disant en guerre contre le harcèlement sexuel alors même qu'il vient de supprimer une des faibles possibilités légales pour combattre, entre autres, le harcèlement : le CHSCT. Derrière la façade féministe, les gouvernements successifs ont une grande part de responsabilité dans le fait que les femmes sont payées en moyenne 24 % moins que les hommes, que le droit à l'avortement est remis en question par la fermeture des centres IVG, que moins de 2 % des affaires de viols aboutissent à une condamnation, et l'on en passe.

En France, au XXI^e siècle, 84 000 femmes sont violées chaque année et les violences sexuelles font partie de leur vie quotidienne. La société capitaliste s'appuie sur cet assujettissement des femmes, l'utilise pour diviser les opprimés, les travailleurs et donc, en fin de compte, l'organise, avec l'appui des religions quelles qu'elles soient qui ont toujours rendu les femmes responsables du péché... et aujourd'hui coupables de la sexualité des hommes.

Les femmes ne sont ni un gibier pour libidineux, ni un trophée qu'on ramasse quand on a le pouvoir. L'heure est à se défendre collectivement contre ces hommes en position de profiter du pouvoir conféré par une société d'exploitation, et à se battre, en tant que travailleurs, femmes et hommes, contre tous les comportements sexistes et contre ce système qui carbure à notre asservissement. Un combat de tout le monde du travail !

Une reconnaissance de forme

La direction de Renault sas et les syndicats ont entamé depuis le mois de mai des négociations centrales sur la « reconnaissance ». Celles-ci ne concernent qu'une partie des salariés : opérateurs de production de la filière 100, chefs d'UET de la filière 611, ETAM voulant passer Cadres et formateurs internes. Et les premières mesures tiennent plus de l'usine à gaz avec de nombreux prérequis exigés pour obtenir un « évènement salarial », qui risque de n'avoir d'évènement que le nom. Accorder une Augmentation Générale des Salaires (AGS) de 300 € pour tous les salariés, ce serait tellement plus simple.

ACE bien raisonnable ?

Après Spot, puis ACE-1 (Alliance Computing Environment), voici maintenant ACE-2 : mobile, connecté, plus rapide... ! Bon courage pour la migration : les environnements informatiques passent, mais les ennuis pour les salariés demeurent. Pas sûr que les promesses didactiques pour « maîtriser en 10 mn » ce nouvel environnement se vérifient. En revanche grâce au Cloud (délocalisation de l'infrastructure informatique), la direction promet de rendre notre espace de travail accessible partout et à toute heure, pour qu'on puisse continuer à travailler... partout et à toute heure.

e(rrant)-TCR

La direction, toujours inspirée par la Silicon Valley, veut transformer le TCR en « e-TCR ». Ce qui va d'abord se concrétiser par cinq ans de chantier de 2018 à 2022. Mais la rénovation du Technocentre se fera à iso-capacité, alors qu'il faudrait aujourd'hui des milliers de postes de travail supplémentaires. Outre la réduction de la taille des bureaux individuels déjà entamée, le nombre de postes de travail non affectés, et qu'il va falloir se partager, va exploser. Devoir errer sur les plateaux, ce serait donc la QVT (Qualité de Vie au Travail) du futur !

Supplie Chain

Pour pouvoir commencer les travaux de rénovation du TCR, la direction veut d'abord libérer deux zones de 1000 personnes. Un nouveau bâtiment pouvant accueillir mille personnes sera construit sur le site. Mais un millier de salariés de la Supply Chain (à qui personne n'a pas demandé leur avis) va devoir déménager à Vélizy, avec son lot de difficultés chichement compensées par des mesures d'accompagnement individuel.

Mais pourquoi alors avoir fermé Rueil il y a 3 ans et obligé plus de mille salariés à déménager au TCR ? Et pourquoi ne pas construire un deuxième bâtiment pour accueillir sur place la Supply Chain ? Les Voies de la Direction sont décidément impénétrables.

39.12 le matin

Venir en bus des gares de Versailles au TCR, quelle galère ! Le trajet fait 8 kms, mais peut prendre plus d'une heure. Il faut attendre des plombes avant de pouvoir monter dans un bus de la ligne 39.12, et s'y entasser debout dans le couloir ou écrasé contre les portes. Face aux plaintes des salariés, la direction se défasse sur le STIF, qui gère les Transports publics d'Ile-de-France. Comme si Renault ne pouvait pas payer des bus privés ! Renault loue bien des bus pour le club des actionnaires en visite au TCR. Pas de raison que les salariés soient moins bien traités.

Une petite annonce qui ne passe pas

La direction, dans sa marche forcée vers le Tout Numérique, a voulu supprimer les panneaux de petites annonces placés à côté des selfs ou des cafétérias. Les salariés étaient invités à passer leurs annonces sur Le bon coin. Mais elle a dû reculer face au tollé. Comme quoi, ça sert toujours de l'ouvrir.

Fraude généralisée

Il s'était pourtant excusé « du fond du cœur », Hiroto Saikawa, suite à la fraude découverte lors d'une inspection du ministère des transports. Depuis des années, Nissan fait contrôler ses véhicules par du personnel non homologué. Le PDG de Nissan, qui vient de remplacer Ghosn, doit rappeler 1,2 millions de véhicules produits depuis 2014. Mais la fraude a continué malgré les excuses du PDG, l'obligeant à suspendre la production au Japon. En 2016, le patron de Mitsubishi avait dû démissionner après un scandale de fraude aux tests d'homologation. C'est Ghosn qui est parti à temps : un vrai visionnaire.

Sam en peine

Linamar vient de renoncer à reprendre Sam. Un nouveau coup pour les 460 salariés et les 140 intérimaires de Sam Technologies à Viviez dans l'Aveyron, qui fait partie du groupe Arche Industries placé en redressement judiciaire depuis juin 2016. Renault aurait d'autres repreneurs dans sa manche, dont GMD qui vient de reprendre GM&S en licenciant la moitié de ses effectifs. Ça promet.

Sam dépend pour 80 % de son chiffre d'affaires de Renault. Et Renault a absolument besoin des pièces en aluminium de Sam. Alors pourquoi Renault ne rachète-t-il pas Sam ? Ghosn vient bien de prendre le contrôle de Mitsubishi pour 2,1 milliards d'euros.

Un homme d'actions

Bruno Ancelin, membre du Comité Exécutif de Renault, a vendu 6194 actions le 3 octobre selon l'AMF. A 83,71 € l'action, l'opération lui a rapporté 518 499 €. Ancelin avait déjà vendu 16503 stock-options en janvier 2017, et réalisé une plus-value de 887 366 €. Et il lui en reste encore ?